

**Existe-t-il des conflits entre les
fonctions de la forêt en Suisse ?
Perceptions de la population**

Nicolas Borzykowski
Alicja Kacprzak

Cahier : N° HES-SO/HEG-GE/C--17/1/1—CH

2017

Existe-t-il des conflits entre les fonctions de la forêt en Suisse ? Perceptions de la population

Nicolas Borzykowski
Alicja Kacprzak

Cahier de recherche

Mars 2017

Résumé

En Suisse, la demande de bois croît, notamment dans le secteur de la construction et le bois-énergie représente une alternative intéressante et neutre en CO2 dans la perspective de l'abandon de l'énergie nucléaire. Dans le même temps, avec l'objectif de la gestion durable des forêts, la politique fédérale encourage la protection des ressources forestières du pays et le grand public considère les fonctions écologiques et sociales comme prioritaires.

Cet article étudie la perception des conflits potentiels entre l'augmentation de l'approvisionnement en bois local et les autres fonctions de la forêt. Il répond aux questions suivantes du point de vue de la population et des parties prenantes : est-il possible et souhaitable d'augmenter la production de bois suisse, quels conflits peuvent survenir et quelles solutions peuvent être proposées pour assurer la multifonctionnalité des forêts en Suisse ?

La méthode utilisée combine une enquête qualitative réalisée auprès d'experts des fonctions forestières et un sondage représentatif de la population suisse.

Nos résultats montrent que, si des conflits peuvent survenir localement et sur une courte durée, notamment avec la biodiversité, d'une manière générale, on ne perçoit pas, aujourd'hui, de conflits marqués entre l'exploitation de bois et les autres fonctions de la forêt. Il existe donc une possibilité d'exploiter davantage le bois des forêts suisses sans affaiblir le bon accomplissement des autres fonctions de la forêt. Cela implique pourtant l'instauration d'un dialogue entre les différentes parties prenantes et une promotion accrue du bois suisse et des produits en bois suisse.

Mots-clés

Bois suisse, multifonctionnalité de la forêt, gestion durable de la forêt

Summary

In Switzerland, the demand for wood, in particular in the construction sector, increases and energy-wood is an interesting alternative within the framework of shutting down nuclear power plants. On the other hand, the Federal policy encourages the protection of forest resources and the general public gives the priority to ecological and social functions.

This article studies the perceptions of the population and stakeholders about potential conflicts caused by an increase of Swiss wood production on other forest functions. It addresses the following issues: Is it possible to increase the production in Switzerland? Would it harm other forest functions? Is it desirable? What type of conflicts could occur and what solutions could be brought forward to insure Swiss forests multifunctionality ?

We combine results from qualitative interviews administered to forest functions stakeholders and a survey, representative of the Swiss population. Our results show that, while conflicts can arise locally and for a short time, particularly with biodiversity, in general, as of today, there seem to be no conflicts between wood production and other forest functions. An increase in wood production would therefore not harm the completion of other forest functions. However, this would imply a dialogue between the different stakeholders and a better promotion of Swiss wood products.

Keywords: Swiss wood, forest multifunctionality, forest sustainable management

Existe-t-il des conflits entre les fonctions de la forêt en Suisse ?

Perceptions de la population

Nicolas Borzykowski¹ et Alicja Kacprzak²

Haute Ecole de Gestion Genève (HEG-Ge),

17 rue de la Tambourine, CH-1227 Carouge-Genève, Suisse

¹ nicolas.borzykowski@hesge.ch; +41 22 388 18 52

² a.kacprzak@net2000.ch

Résumé:

En Suisse, la demande de bois croît, notamment dans le secteur de la construction et le bois-énergie représente une alternative intéressante et neutre en CO₂ dans la perspective de l'abandon de l'énergie nucléaire. Dans le même temps, avec l'objectif de la gestion durable des forêts, la politique fédérale encourage la protection des ressources forestières du pays et le grand public considère les fonctions écologiques et sociales comme prioritaires.

Cet article étudie la perception des conflits potentiels entre l'augmentation de l'approvisionnement en bois local et les autres fonctions de la forêt. Il répond aux questions suivantes du point de vue de la population et des parties prenantes : est-il possible et souhaitable d'augmenter la production de bois suisse, quels conflits peuvent survenir et quelles solutions peuvent être proposées pour assurer la multifonctionnalité des forêts en Suisse ?

La méthode utilisée combine une enquête qualitative réalisée auprès d'experts des fonctions forestières et un sondage représentatif de la population suisse.

Nos résultats montrent que, si des conflits peuvent survenir localement et sur une courte durée, notamment avec la biodiversité, d'une manière générale, on ne perçoit pas, aujourd'hui, de conflits marqués entre l'exploitation de bois et les autres fonctions de la forêt. Il existe donc une possibilité d'exploiter davantage le bois des forêts suisses sans affaiblir le bon accomplissement des autres fonctions de la forêt. Cela implique pourtant l'instauration d'un dialogue entre les différentes parties prenantes et une promotion accrue du bois suisse et des produits en bois suisse.

Mots clés : Bois suisse, multifonctionnalité de la forêt, gestion durable de la forêt

Introduction

En Suisse, la demande de bois croît, notamment dans le secteur de la construction qui a bien supporté les conséquences de la crise économique récente (OFEV, 2015 ; Neubauer-Letsch et al., 2012). La réforme des normes anti-incendie, survenue en 2015, ne limite plus l'utilisation du bois dans la construction et la Confédération encourage les constructions en bois pour leur aspect durable au travers de la Politique de la Ressource Bois (Krafft, 2014), du Plan d'Action Bois 2009-2016 (OFEN, 2016) et de la Politique Forestière 2020 (OFEV, 2013a). En effet, la production de bois émet moins de gaz à effet de serre que le ciment ou le béton (Gustavsson et al., 2006), et la séquestration du carbone offerte par les produits en bois réduit la masse de CO₂ présente dans l'atmosphère (Lippke et al., 2010).

Le bois, source d'énergie renouvelable et neutre en CO₂, représente également une alternative

intéressante dans la perspective de l'abandon de l'énergie nucléaire et de la restructuration de l'approvisionnement énergétique vers des combustibles non-fossiles (OFEV, 2013b). La Confédération promeut donc également l'utilisation du bois pour le chauffage. La qualité du bois n'étant pas homogène, la production de bois de construction et sa transformation impliquent nécessairement la production de déchets de bois, utilisables pour produire de l'énergie. L'utilisation en cascade du bois recommande également de brûler le bois, une fois que celui-ci n'est plus utilisable pour d'autres activités (Steubing et al., 2015).

Outre sa provision de bois, la forêt suisse joue un rôle important en tant que puit de carbone, notamment dans le contexte de la réalisation des accords internationaux sur les changements climatiques. Elle offre également des opportunités de délasserment et de récréation, permet d'économiser de nombreuses infrastructures protectrices ou purificatrices et offre un habitat à de nombreuses espèces animales et végétales. La loi sur les forêts (LFO) garantit que les forêts puissent remplir ces fonctions notamment en restreignant l'exploitation du bois (Politique forestière 2020 : OFEV, 2013a). Ces contraintes pour l'industrie forestière suisse augmentent les coûts de production, raison pour laquelle les prix actuels du marché ne suffisent pas à couvrir les coûts d'exploitation. Ces coûts élevés provoquent des pertes financières importantes pour les exploitations forestières de l'ordre de 58 millions de francs en 2012 (Rigling et al. 2015), trou financier que les collectivités locales doivent souvent combler par des subventions. De plus, il en résulte une offre trop faible pour satisfaire la demande et donc la nécessité d'importer du bois de l'étranger. Evidemment, le transport depuis l'étranger et les lois moins restrictives réduisent les bénéfices environnementaux de l'exploitation du bois, raison pour laquelle il pourrait être judicieux, du point de vue de la durabilité globale, d'augmenter la production et l'utilisation de bois suisse.

Est-il possible d'augmenter l'approvisionnement en bois suisse, tout en garantissant que les forêts continuent à remplir leurs multiples fonctions ? Ce développement est-il souhaité par la population suisse ? Quels sont les conflits potentiels entre les différents usages de la forêt et quelles solutions peuvent être proposées ? L'objectif de cet article est de répondre à ces questions, en prenant en

compte les fonctions économiques, écologiques et sociales des forêts suisses. Pour ce faire, nous présentons les résultats d'une étude basée sur une enquête qualitative auprès des parties-prenantes des différentes fonctions de la forêt et les mettons en perspectives avec un sondage représentatif de la population suisse.

Dans ce qui suit, nous présentons la méthodologie et le contexte, puis, exposons les points de vue des parties-prenantes en lien avec les différentes fonctions forestières (ci-après : experts) et les comparons avec les perceptions de la population suisse. Quand cela est possible, nous mettons en perspective nos résultats avec les résultats d'autres enquêtes.

Méthodologie

Enquête qualitative

L'enquête qualitative a été effectuée à l'été 2013, sous forme d'entretiens semi-directifs réalisés par téléphone, consistant à étudier les opinions, les idées, les sentiments d'experts, parties-prenantes aux fonctions de la forêt. Leur sélection a été effectuée selon le principe de diversification des points de vue. Si l'échantillon n'est pas significatif, il est représentatif des différents groupes d'intérêt forestier. Toutefois, il convient de noter que chaque expert a pu exprimer des avis qui ne sont pas forcément représentatif des intérêts qu'ils représentent.

Nous avons classifiés les différents groupes d'intérêt dont l'activité impacte ou dépend de la forêt selon les catégories suivantes :

1. Production de bois

Cette première fonction comprend tout acteur tirant un revenu économique des activités de production de bois. Les experts sondés comprennent donc des membres d'Economie Forestière Suisse (EFS), Energie-Bois Suisse, Industrie du Bois Suisse, La Forestière et LIGNUM.

2. Biodiversité

La fonction d'habitat pour la biodiversité est représentée par des experts liés à Pro Natura Suisse, UICN Comité Suisse, Forum Biodiversité Suisse et Réseau des Parcs Suisses.

3. Loisirs et détente

Les experts de ce groupe font partie des associations en lien avec l'utilisation de la forêt à des fins récréatives suivantes : Suisse Rando, Association Romande des Guide de Montagne, Suisse Mobile.

Ces trois catégories recourent les fonctions forestières, comme décrites par l'Office Fédéral l'Environnement. Il convient de noter que l'échantillon ne contient pas d'expert en lien avec les fonctions protectrice et purificatrice. Pour pallier à ce manque, nous avons inclus une palette d'ingénieurs forestiers ou d'experts provenant d'instituts de recherche tels que la Société Forestière Suisse et l'Institut Fédéral de Recherches sur la Forêt, la Neige et le Paysage (WSL).

Certains points de vue des experts peuvent être corroborés ou contredit par les données de l'Inventaire Forestier National (IFN : Brändli et al., 2010) et nous mettons donc en perspective nos résultats avec ceux de l'IFN, quand cela est possible.

Sondage représentatif

Le sondage représentatif de la population suisse a été réalisé par téléphone en hiver 2014 sur 1200 ménages, dans les trois langues nationales. Il a été testé, comme recommandé par la littérature, par des enquêtes à plus petite échelle et des focus-groupes (voir Baranzini et al., 2015 pour consulter les résultats d'une enquête sur la population urbaine genevoise). Une lettre d'information a également été distribuée préalablement, pour avertir de l'appel et donner une information générale sur les buts du sondage, ceci afin de minimiser le taux de refus.

Le questionnaire est composé de cinq parties, pour un total de 21 questions¹ : la première partie demande aux individus les caractéristiques de leurs visites en forêt (fréquence, durée de la visite, moyens de transport, activités) pour les différents types de forêts suisses, afin d'appliquer la méthode des coûts de déplacement (voir Parsons, 2003 pour la méthodologie et Borzykowski et al., 2017b pour les résultats de l'enquête). La deuxième pose des questions générales sur la perception de la gestion forestière en Suisse et les conflits potentiels entre les différentes fonctions forestières². La troisième confronte les répondants à un scénario contingent (Carson, 2012), afin de déterminer la disponibilité à payer des individus pour la préservation des forêts suisses (Les résultats de cette évaluation contingente sont disponibles dans Borzykowski et al., 2017a). La dernière partie renseigne les caractéristiques sociodémographiques des individus.

Certaines questions permettent une comparaison avec le sondage WaMos2 (OFEV & WSL, 2013) effectué en 2010 et avec le pré-test de cette étude sur la population urbaine genevoise (Baranzini et al., 2015). Partout où cela est possible, nous mettons en évidence les similitudes ou différences obtenues.

Contexte

De façon générale, la forêt suisse croît depuis le 19^e siècle, notamment au Sud des Alpes. Toutefois, elle subit des pressions sur le Plateau, et à proximité des zones urbaines, raison pour laquelle le volume sur pied s'est réduit de 3.6% entre 2006 et 2013 dans ces régions alors qu'il a augmenté de 1.5% sur l'ensemble du territoire suisse (OFEV, 2015). La population suisse reste mal informée de l'évolution globale de la surface de forêt suisse. Comme le montre la figure 1, 39% des sondés pensent qu'elle a diminué et seuls 35% estiment que la surface a augmenté. Par rapport au sondage WaMos2, on constate toutefois une augmentation des bonnes réponses de 7 points du pourcentage.

¹ Les questionnaires complets sont disponibles, sur demande, auprès des auteurs.

² Nous définissons une situation de conflit comme toute situation où l'accomplissement d'une fonction forestière prend le dessus sur une autre et l'empêche de remplir correctement son rôle.

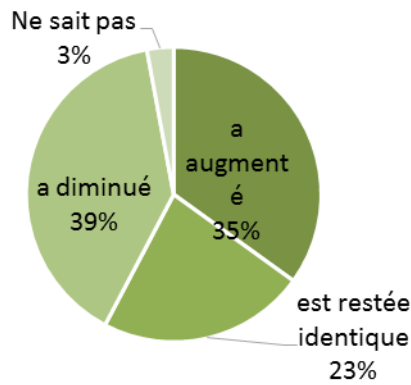


Figure 1: Perception de l'évolution de la surface de forêt en Suisse (N=1200)

Production de bois

La sylviculture joue un rôle mineur dans l'économie suisse en termes de produit intérieur brut (PIB). La production de la branche sylvicole se montait à un peu moins de 1 milliard de francs en 2015 et employait environ 6400 personnes en Suisse en 2013 (OFS, 2016). Toutefois, l'exploitation de bois est pourvoyeuse d'emplois et un aspect important de l'économie locale dans les régions périphériques, rurales et montagneuses. L'importance de l'économie forestière en Suisse est reconnue par la majorité de la population. En effet, notre sondage représentatif indique que 67% des individus sondés considèrent l'exploitation du bois comme importante pour l'économie suisse (ils étaient 82% dans le sondage Wamos2), seuls 21% sont de l'avis contraire, comme le montre la figure 2. Par ailleurs, 44% pensent que le bois suisse n'est pas assez exploité (contre 22% pour WaMos2).

Par ailleurs, la population suisse perçoit la complémentarité de la fonction économique et des autres fonctions forestières. En effet, 87% considèrent que l'exploitation du bois contribue à l'entretien des forêts. Au contraire, seuls 23% pensent que celle-ci menace la biodiversité et 15% trouvent qu'elle gâche le paysage ou gêne l'accès aux forêts (voir figure 2).

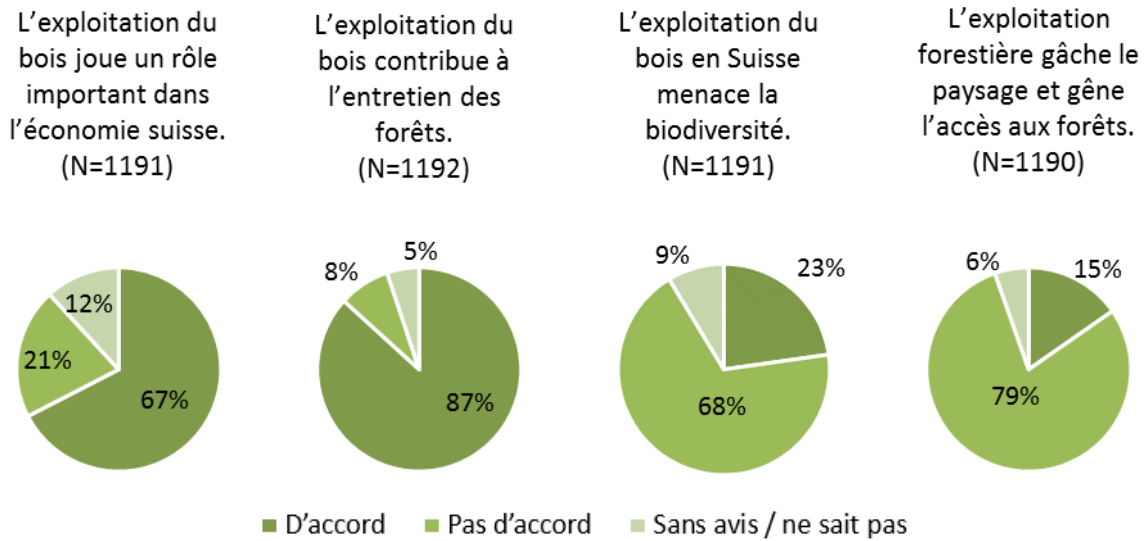


Figure 2: Accord des sondés suisses quant à certaines affirmations

Si tous les experts sondés reconnaissent l'utilité de l'exploitation forestière pour les autres fonctions de la forêt, une augmentation importante de la production de bois pourrait engendrer des conflits avec la conservation de la nature. Les experts du groupe *biodiversité* se sont notamment montrés préoccupés par le nombre restreint de réserves forestières et leur surface, la quantité de bois mort, la structure des lisières et les îlots de vieux bois³, notamment sur le Plateau.

Le conflit potentiel avec la protection de la biodiversité dépend de la manière dont le bois est exploité car une exploitation trop intensive peut détruire certaines ressources forestières. Selon les experts liés à la biodiversité, ces conflits seraient dus, par exemple, à l'utilisation de grosses machines qui peuvent causer le tassement des sols. En réalité, ce problème est plutôt mineur aujourd'hui. En effet, l'IFN estime que seul 0.7% de la surface forestière est marqué par des dégâts de ce type. Le développement de routes forestières qui fragmentant les espaces de vie ou la de plantations d'espèces dans des endroits inappropriés (par exemple l'épicéa sur le Plateau) peuvent aussi affecter négativement la biodiversité. L'IFN estime toutefois que la problématique de la plantation d'espèces exotiques ne représente pas non plus un problème majeur, ces derniers ne représentant que 0.6% des arbres suisses, le nombre de résineux dans les forêts de plaine tendant également à baisser.

³ Biodiversité Suisse a fait référence à Rosset (2013) et à Guntern et al. (2013).

Les experts liés à la biodiversité ont relevé qu'il existe aussi des synergies entre l'exploitation de bois et la protection de la biodiversité, comme par exemple les effets bénéfiques des éclaircissements dans les forêts et de débroussailllements des alpages peu exploités. En effet, ces pratiques favorisent certaines espèces rares ou menacées. Ils ont relevé que la législation forestière en Suisse est suffisante dans ce domaine, mais que la mise en œuvre effective de la conservation de la biodiversité liée au bois mort et aux vieux arbres est encore fondée sur la bonne volonté des propriétaires forestiers. Toutefois, tous les experts ont considéré qu'il n'y avait pas, aujourd'hui, de conflit global marqué résultant de la production de bois. Cette perception est identique pour la majorité de la population suisse. Néanmoins, il faut noter que, si de tels conflits apparaissaient, les Suisses opteraient alors pour l'option la plus conservatrice à 58%, au détriment des exploitants forestiers, comme indiqué dans la figure 3.

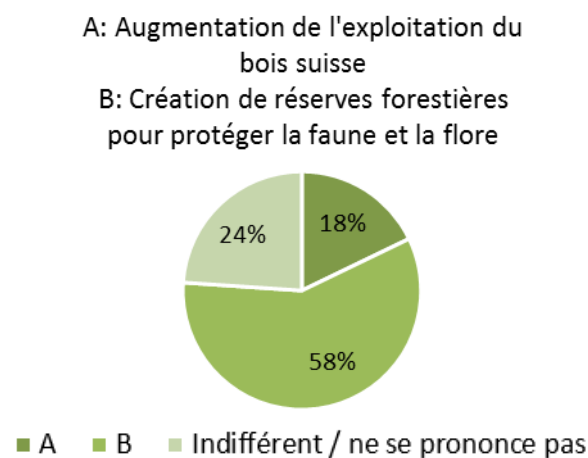


Figure 3: Parmi les deux alternatives proposées, laquelle privilégiez-vous? (N=1200)

Tous les experts interrogés ont exprimé leur préférence pour la consommation de bois suisse plutôt que de bois importé. Les experts liés à la production de bois défendent leur position sur la base de la bonne qualité du bois suisse et son impact positif sur l'économie locale. Les experts des autres groupes relèvent surtout que les chaînes de production courtes ont un impact réduit sur l'environnement de par la réduction des distances de transport.

Malgré ces avantages, la population suisse ne semble pas très attentive à la provenance du bois.

Seuls 55% de nos sondés y prêtent attention et privilégient le bois indigène, comme le montre la figure 4. Il faut noter qu’une proportion importante (8%) ne sait pas répondre à la question, signe probable d’un manque de visibilité de la provenance du bois. En ce qui concerne les labels, un sondé sur deux privilégie un bois labélisé et 12% ne savent pas répondre permettant, là-encore, d’identifier un manque probable de visibilité ou de connaissance des labels existants. Il faut noter que le sondage WaMos2 relevait que 43% des sondés seulement (soit 12 points de moins) achetait prioritairement du bois suisse et 30% du bois labélisé (soit 20 points de moins). Ainsi, de 2010 à 2014, on constate une prise de conscience et une propension plus importante à acheter du bois suisse ou labélisé.

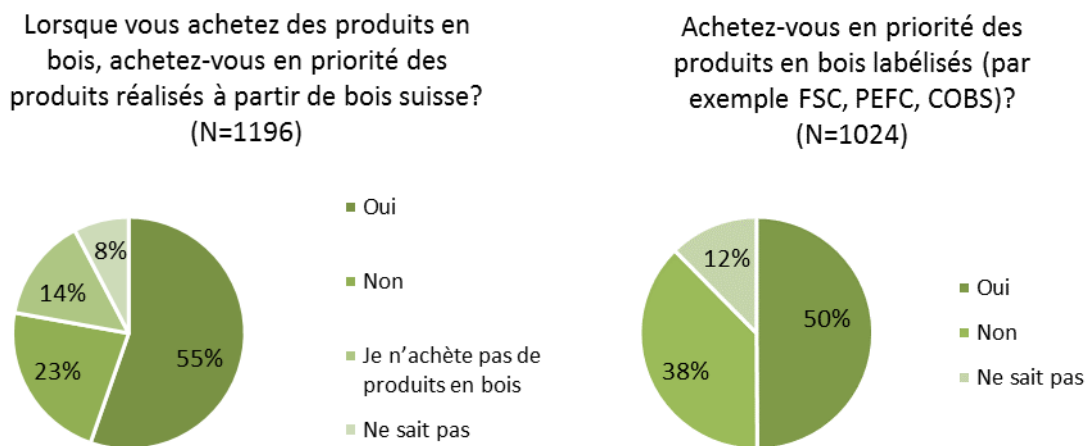


Figure 4: Comportement des sondés suisses face au bois suisse ou labélisé

La production locale avec des labels reconnus garantit la protection de la nature et la gestion durable des forêts. Aujourd’hui, d’après les experts interrogés, les politiques publiques ne mettent pas assez l’accent sur l’utilisation de bois suisse et labélisé. Par rapport au bois importé, le bois suisse souffre donc d’un déficit de visibilité. Pour y remédier, les achats publics devraient être plus transparents afin d’encourager l’utilisation de bois suisse. Une règle de proximité (sur la base du Certificat d’Origine Bois Suisse) devrait être mieux appliquée et les standards de qualité mieux développés et mieux promus.

Tous les experts interrogés ont considéré que le niveau des prix du bois en Suisse était trop bas pour couvrir les frais d’exploitation et ceux engendrés par la multifonctionnalité de la forêt. En effet,

l'activité des forestiers est déficitaire dans presque tout le pays. Sur le Plateau, les coûts sont moins élevés mais il n'y a pas d'incitation pour encourager davantage l'exploitation. Dès lors, le potentiel d'exploitation n'est pas entièrement optimisé et il y a beaucoup de stock sur pied en forêt. Il existe donc un potentiel pour exploiter davantage de bois suisse, compris entre 30% et 50% par rapport au volume actuel, selon les experts interrogés. Ce potentiel paraît surévalué eu égard à l'accroissement du volume de bois sur pied. En effet, ce dernier est estimé à 3.4% entre les deux inventaires nationaux (1993/95 à 2004/06).

Biodiversité

Selon les experts sondés, la santé des écosystèmes forestiers en Suisse est généralement bonne, grâce à la législation restrictive sur la coupe de bois. Toutefois, certains écosystèmes sont mis sous pression par les changements climatiques et le développement des zones d'habitation. La diversité de la flore forestière a, selon l'IFN, peu évolué dans la dernière décennie mais le bilan global de la valeur de biotope augmenté.

Au sujet d'une interdiction stricte de l'exploitation dans certaines forêts, les avis divergent nettement parmi les experts. Les experts liés à la production de bois pensent que l'état de la biodiversité actuel et le nombre des réserves est satisfaisant et ne nécessite pas de restriction d'exploitation supplémentaire, tandis que les experts du groupe de conservation de la biodiversité sont d'avis contraire. Les experts liés à la recherche ont soutenu l'avis de ces derniers en ajoutant qu'il faudrait créer davantage de réserves et changer le statut des forêts qui ne sont pas des réserves aujourd'hui, mais qui sont gérées comme telles (c'est-à-dire pas exploitées depuis plus de 50ans). En effet, il existe, selon eux, beaucoup de forêts qui ne sont quasiment pas exploitées, mais qui ne sont pas répertoriées dans les statistiques des réserves forestières. D'après l'IFN, ce serait 20% des forêts suisses qui ne sont pas ou plus exploitées depuis plus de 50 ans.

Selon les experts liés à la récréation, certaines forêts peuvent être laissées sans entretien mais, en général, ce n'est pas intéressant du point de vue des loisirs. En effet, ces forêts sont souvent difficiles d'accès et le bois mort peut être une source de danger pour le public.

Une étude récente utilisant notre questionnaire représentatif a démontré que la population était ouverte à l'idée de protéger strictement une plus grande surface de forêts en Suisse pour protéger la faune et la flore. En effet, comme le montre la figure 5, 63% des sondés se sont montrés favorables à la création de nouvelles réserves forestières plutôt que de nouvelles zones d'activité récréatives. 55% des sondés seraient également d'accord d'interdire l'accès à certaines zones pour protéger la faune sauvage (voir figure 7). De plus, une évaluation contingente a montré que les sondés représentatifs de la population seraient disposés à payer un montant de plus de 400 francs par année en moyenne pour créer de nouvelles réserves forestières (voir Borzykowski et al., 2017a).

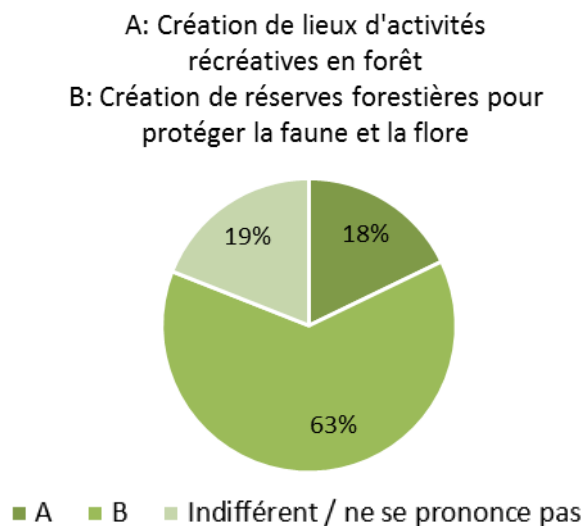


Figure 5: Parmi les deux alternatives proposées, laquelle privilégiez-vous? (N=1200)

Loisirs et détente

Les experts interrogés, sans exception, ont déclaré que, globalement, le nombre d'espaces aménagés pour la détente et les loisirs dans les zones forestières répondait à la demande. Les espaces récréatifs peuvent être manquants à proximité des grandes agglomérations, mais en général leur nombre et leur qualité sont acceptables. La forêt en Suisse offre de belles opportunités pour les différentes activités et les chemins sont en bon état.

Tous les experts interrogés, comme la population (79%), ne trouvent pas que la fermeture de chemins en raison de coupes de bois soit dérangeante. Selon eux, elle permet de sécuriser les zones

de travail et fait partie de l'entretien nécessaire de la forêt. Les dérangements sont minimaux et bien signalés. De plus, selon la loi, des chemins alternatifs doivent être proposés. Actuellement, il n'y a donc pas de conflit entre la production de bois et les activités récréatives en forêt. Si un tel conflit devait survenir, les sondés seraient partagés. En effet, comme le montre la figure 6, ils seraient nombreux (38%) à accepter d'augmenter l'exploitation de bois, au détriment de leurs activités récréatives, mais presque aussi nombreux à préférer la création de lieux d'activités récréatives à une exploitation accrue du bois (36%).

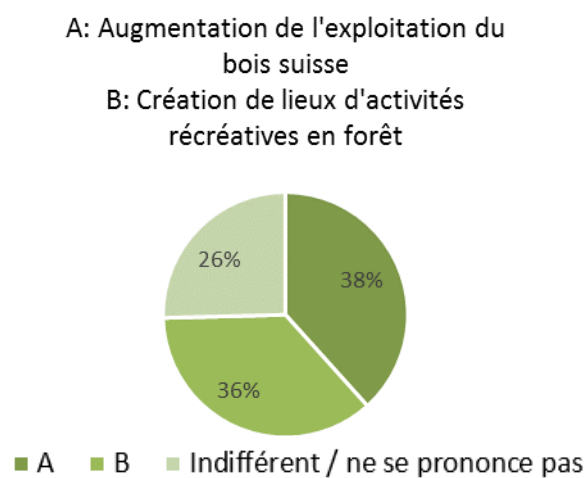
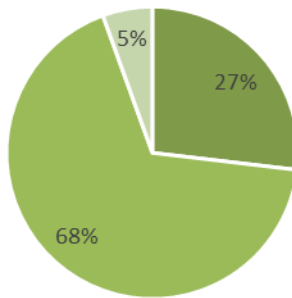


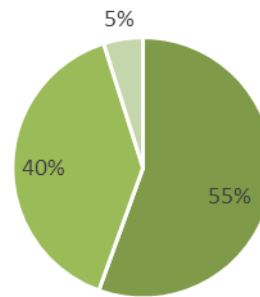
Figure 6: Parmi les deux alternatives proposées, laquelle privilégiez-vous? (N=1200)

En revanche, les experts interrogés sont préoccupés par l'afflux de touristes dans certaines forêts et par la forte demande d'aménagements pour la détente. Selon eux, la population doit comprendre le besoin de laisser certaines zones sans aménagement, notamment pour la faune. Aussi, le public considère la forêt comme un bien public, ce qui oblige les propriétaires forestiers à assurer l'accès et la sécurité, sans compensation financière. Comme le montre la figure 7, la population ne partage apparemment pas l'avis des experts, puisque 68% ne trouvent pas qu'il y ait trop d'activités de détente et de loisir dans les forêts suisses. Toutefois, ils sont 55% à être d'accord de limiter l'accès à certaines zones forestières pour protéger la faune et la flore.

Il y a trop d'activités de détente et de loisirs dans les forêts suisses.



Certaines zones forestières, devraient être interdites d'accès à la population.



■ D'accord ■ Pas d'accord ■ Sans avis / ne sait pas

Figure 7: Récréation et biodiversité

Ainsi, la majorité des experts ne voit pas d'impact significatif de l'augmentation de la demande de bois sur la fonction de récréation en forêt, car les coupes sont en général très limitées dans le temps et l'espace. Selon eux, l'exploitation de bois fait partie des fonctions de la forêt et il est nécessaire de l'accompagner par des mesures de sécurité comprenant une information et une sensibilisation adéquates, chose que la population comprend.

Recommandations et conclusions

À ce jour, il existe une volonté politique d'accroître l'utilisation et l'exploitation de bois suisse. Cela pourrait être bénéfique aussi pour les écosystèmes forestiers qui, aujourd'hui, ne favorisent pas assez les espèces ayant besoin de lumière, tandis que les inconvénients liés à une exploitation plus intensive semblent maîtrisés. Ainsi, les experts interrogés lors de cette étude se sont prononcés en faveur d'un accroissement de l'exploitation du bois en Suisse. Tous les experts interrogés ont une préférence claire pour l'utilisation de bois suisse par rapport au bois importé. L'augmentation de la demande est donc positive, mais seulement si le bois est exploité selon les règles de la gestion durable des forêts, c'est-à-dire garantissant les autres fonctions de la forêt ainsi que la durabilité économique sur le long terme. Aujourd'hui, en Suisse, la loi est suffisamment restrictive et bien appliquée, ce qui permet aux écosystèmes forestiers d'être dans un état satisfaisant, selon les

experts interrogés.

Toutefois, les conditions économiques pour subvenir à cette augmentation ne sont, à ce jour, pas satisfaites et les propriétaires forestiers atteignent difficilement les chiffres noirs. Les experts liés à la production de bois ont mis en avant certaines priorités concernant le soutien aux propriétaires forestiers. Augmenter le financement de la protection de la nature est un point important car celle-ci n'est pas rentable et plutôt liée à la bonne volonté des propriétaires forestiers, notamment sur le Plateau. En général, il faudrait, selon eux, introduire des incitations financières plutôt que des mesures contraignantes, notamment en ce qui concerne l'entretien de la desserte. Certaines études ont toutefois suggéré qu'une augmentation des subventions pourrait avoir des effets contreproductifs et ainsi réduire la production (voir Farsi et Krähenbühl, 2015).

Contrairement aux experts de la fonction de production de bois, les experts liés à la biodiversité se sont montrés favorables à l'augmentation des réserves de vieilles forêts et tiennent à l'amélioration de la représentativité régionale de ces dernières. Selon eux, certains cantons tolèrent encore les coupes rases et favorisent les monocultures d'arbres qui ne sont pas adaptés au paysage environnant. Il faut noter que 19% de la surface forestière est peuplée d'une essence unique. Si toutes ces forêts ne peuvent pas être considérées comme des monocultures, ces chiffres révèlent une biodiversité limitée sur une grande surface. Cette proportion est toutefois en diminution (IFN).

La politique de gestion des forêts est généralement jugée équilibrée mais la politique forestière suisse pourrait favoriser plus intensivement l'utilisation de bois local et/ou labélisé en introduisant des incitations financières et par des campagnes de publicité. La campagne #WOODVETIA (WOODVETIA, 2017), très récemment entamée est un bon pas dans ce sens. Encourager financièrement l'utilisation de bois pour les infrastructures et l'énergie, par une taxe sur les combustibles fossiles et les matériaux de construction non-ligneux pourrait également être une bonne solution dans le but d'augmenter la demande pour le bois suisse.

Les experts consultés proposent des solutions diverses pour augmenter la production de bois, tout en

respectant les écosystèmes forestiers suisses : éclaircissements et débroussailllements, exploitation des lisières étagées; respect des modes d'exploitation traditionnels de taillis-sous-futaie et de taillis, respect des cycles d'intervention pour assurer le renouvellement des espèces; utilisation de machines modernes, plus légères; soutien financier plus important pour la desserte forestière et les mesures favorisant la biodiversité ; meilleure prise en compte de certaines forêts en fonction de leur rôle prioritaire et meilleure cartographie.

D'une manière générale, ni les experts, ni la population ne perçoit, aujourd'hui, de conflits marqués entre l'exploitation de bois et les autres fonctions de la forêt. Si ceux-ci apparaissent, ils sont confinés en temps et en lieux. Globalement, une exploitation plus intensive peut donc avoir lieu, tout en assurant la multifonctionnalité de la forêt. Cela implique néanmoins l'instauration d'un dialogue entre les différents groupes d'intérêt qui dépendent de la forêt et qui le perçoivent d'une manière différente car le sens et les buts des interventions et de la législation relative à la forêt sont parfois mal compris et mal acceptés par la population ou les parties-prenantes.

Remerciements

Nous remercions Andrea Baranzini et David Maradan pour leurs conseils avisés ainsi que tous les experts qui ont bien voulu répondre à notre interview. Nous remercions également Pierre Cherbuin et un lecteur anonyme du Journal Forestier Suisse pour leurs commentaires et suggestions constructifs.

Bibliographie

Baranzini A., Borzykowski N., & Maradan D. (2015) *La forêt vue par les Genevois: perceptions et valeurs économiques de la forêt*. Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen: September/October 2015, Vol. 166, No. 5, pp. 306-313.

Borzykowski N., Baranzini A. & Maradan D. (2017a), *Y a-t-il assez de réserves forestières en Suisse ? Une évaluation contingente*, Economie rurale, 359, mai-juin.

Borzykowski N., Baranzini A. & Maradan D. (2017b), *A travel cost assessment of the demand for recreation in Swiss forests*, HEG Working papers.

Brändli, U.-B. et al. (2010), *Inventaire forestier national suisse. Résultats du troisième inventaire 2004–2006*. Birmensdorf, Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage WSL. Berne, Office fédéral de l'environnement, OFEV. 312 p.

Carson R. (2012), *Contingent valuation : a practical alternative when prices aren't available*. Journal of Economic Perspective, 26 : 27-42.

Conseil fédéral (2012). *Stratégie pour le développement durable 2012-2015*.

Farsi, M., & Krähenbühl, G. (2015). L'approvisionnement en bois brut dans un marché de concurrence imparfaite. *Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen*, 166(5), 299-305.

Guntern J., Lachat T., Pauli D., & Fischer M. (2013). *Flächenbedarf für die Erhaltung der Biodiversität und der Ökosystemleistungen in der Schweiz*. Forum Biodiversité Suisse de l'Académie suisse des sciences naturelles (SCNAT).

Gustavsson, L., Pingoud, K., & Sathre, R. (2006). Carbon dioxide balance of wood substitution: comparing concrete-and wood-framed buildings. *Mitigation and adaptation strategies for global change*, 11(3), 667-691.

Lippke, B., Wilson, J., Meil, J., & Taylor, A. (2010). Characterizing the importance of carbon stored in wood products. *Wood and Fiber Science*, 42, 5-14.

Krafft U. (2014). *Politique de la ressource bois. Stratégie, objectifs et plan d'action bois*. Office fédéral de l'environnement (OFEV), Office fédéral de l'énergie (OFEN), Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

Neubauer-Letsch B., Groetsch C., Näher T., & Wüthrich K. (2012). *Consommation finale de bois en Suisse. Construction, bois pour usage extérieur, meubles et aménagement intérieur, emballages et produits en bois en 2009*. Office Fédéral de l'Environnement.

OFEN (2016), *Stratégie énergétique 2050*, <http://www.bfe.admin.ch/themen/00526/00527/index.html?lang=fr#>, consulté le 20.05.2016, Office Fédéral de l'Energie.

OFEV (2012), *Country Report 2012 for Switzerland*, pour United Nations Economic Commission for Europe UNECE, Timber Committee, 70th session, Geneva 16–19 Octobre 2012, page 22.

OFEV & WSL (2013), *La population suisse et sa forêt Rapport relatif à la deuxième enquête menée dans le cadre du monitoring socioculturel des forêts (WaMos 2)*, Office fédéral de l'environnement, Berne et Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage WSL, Birmensdorf.

OFEV (2013a), *Politique forestière 2020. Visions, objectifs et mesures pour une gestion durable des forêts suisses*. Office fédéral de l'environnement.

OFEV (2013b), *Energie du bois*, <http://www.bafu.admin.ch/wald/01234/01240/index.html?lang=fr>, consulté le 20.05.2016, Office fédéral de l'environnement.

OFEV (2015), *Annuaire la forêt et le bois 2015*, Office fédéral de l'environnement, Berne, Etat de l'environnement n°1520 :162 p.

OFEV (2016), *Plan d'action bois*, <http://www.bafu.admin.ch/aktionsplan-holz/index.html?lang=fr>, consulté le 20.05.2016, Office Fédéral de l'Environnement.

OFS (2016), *Main-d'œuvre de l'économie forestière*, <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/07/04/blank/key/beschaefigtige.html>, consulté le 20.05.2016, Office Fédéral de la Statistique.

Parsons, G. R. (2003). The travel cost model. In *A primer on nonmarket valuation* (pp. 269-329). Springer Netherlands.

Rigling, A., Schaffer, H. P. (Éd.) 2015 : *Rapport forestier 2015. État et utilisation de la forêt suisse*. Office fédéral de l'environnement, Berne, Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage WSL, Birmensdorf. 144 p

Rosset J. (2013). *Biodiversité et production de bois sous un même toit*. Société Forestière Suisse.

Steubing B., Suter F., Heeren N., Chaudhary A., Ostermeyer Y., & Hellweg S. (2015) Welches sind die ökologischsten Holzverwendungen?. *Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen*: September/October 2015, Vol. 166, No. 5, pp. 335-338.

WOODVETIA (2017), <https://www.woodvetia.ch/fr/>, consulté le 13.01.2017, Office Fédéral de l'Environnement.

Cahiers de recherche du Centre de Recherche Appliquée en Gestion (CRAG) de la Haute Ecole de Gestion - Genève

© 2017

CRAG – Centre de Recherche Appliquée en Gestion

Haute école de gestion - Genève

Campus de Battelle, Bâtiment F

17, rue de la Tambourine – 1227 Carouge – Suisse

✉ crag@hesge.ch

www.hesge.ch/heg/crag

☎ +41 22 388 18 18

☎ +41 22 388 17 40

Tous les cahiers de recherche de la HEG sur ArODES :

<http://goo.gl/zelhbn>